

## Médecins et étudiants marchent pour le changement du système

Page 3

## LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4734 - Mercredi 20 mars 2019 - Prix : 10 DA

Adapter les textes avec les spécificités des régions frontalières

**Commerce  
extérieur :  
promouvoir le troc**

Page 24

Importations en janvier

## La facture des produits alimentaires et des médicaments en baisse

Page 2

**Guaïdo ne  
laissant plus le  
choix à Maduro**

Par Mohamed Habili

**L**e retour triomphal du président autoproclamé du Venezuela Juan Guaïdo à Caracas, lundi dernier, pourrait bien avoir enclenché par la même occasion le véritable début du compte à rebours de ce qu'il reste de temps à vivre pour le régime chaviste incarné par Nicolas Maduro. Dans un seul cas, ce ne le serait pas : dans la mesure où Guaïdo est arrêté en dépit de tout, formellement pour répondre de l'infraction de la disposition juridique lui interdisant la sortie du territoire national, comme annoncé précédemment par le président Maduro en guise d'avertissement. Si le chef de l'opposition n'avait pas bravé cet avertissement, s'il s'était par exemple proclamé président en exil, c'en aurait été fini du mouvement anti-chaviste dont il est devenu le chef par suite de sa première proclamation. Au regard de la loi vénézuélienne, Guaïdo n'est pas coupable d'être retourné dans le pays mais de l'avoir quitté. Il faut dire que son retour a été précédé d'une menace très claire de la part des Etats-Unis, à l'adresse des autorités vénézuéliennes, leur spécifiant qu'il leur en cuirait s'il était arrêté ou s'il lui arrivait quelque chose. La question se pose évidemment de savoir si ce n'était pas cette mise en garde américaine qui avait rendu possible le retour en fanfare de Guaïdo. Auquel cas, on peut dire que l'intervention américaine a déjà commencé, même si aucune concentration de forces n'a encore été signalée quelque part autour du Venezuela.

Suite en page 3

Moscou, Pékin et Rome

**Les grandes puissances  
contre l'ingérence en Algérie**



P.H.D. R.

Dans une conférence de presse conjointe, tenue hier à Moscou entre Ramtane Lamamra, vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, et son homologue russe Sergeï Lavrov, ce dernier, insistant sur le respect du principe de non-ingérence, considérera que «c'est au peuple algérien, et à lui seul, de déterminer son avenir».

Lire page 2



Pétrole/Hier à Londres  
**Le Brent à plus  
de 68 dollars**

Page 5



Ghardaïa  
**La fête du tapis reportée  
à la dernière minute**

Page 13

Moscou, Pékin et Rome

# Les grandes puissances contre l'ingérence en Algérie

■ Dans une conférence de presse conjointe, tenue hier à Moscou entre Ramtane Lamamra, vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, et son homologue russe Sergèï Lavrov, ce dernier, insistant sur le respect du principe de non-ingérence, considérera que «c'est au peuple algérien, et à lui seul, de déterminer son avenir».

Par Lynda Naili

Sergèï Lavrov, évoquant «des discussions tout à fait intéressantes avec mon ami et collègue M. Lamamra» qui «après sa nomination comme vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères effectuée sa première visite en Russie», dira qu'après avoir «parlé de la situation en Algérie, notamment des projets des dirigeants du pays pour les mois à venir, de façon à établir un dialogue entre toutes les parties de la société et aussi une coopération avec les pays intéressés, nous considérons que c'est au peuple algérien, et à lui seul, de déterminer son avenir sur la base des décisions de son gouvernement et de sa Constitution en vigueur et ce, dans le respect du droit international». Ceci avant de souligner «l'impératif du respect du principe de non-ingérence» et de mettre en garde contre toute tentative de déstabilisation de l'Algérie, «Moscou refuse catégoriquement toute intervention dans les affaires internes de l'Algérie», a-t-il soutenu.

## Le président Bouteflika prêt à transmettre le pouvoir au président élu de manière «ouverte et transparente»

Pour sa part, Lamamra affirmera que «le Président Bouteflika a pris la décision de ne pas prendre part à cette élection et est entièrement prêt à transmettre le pouvoir de manière ouverte et transparente au président qui sera choisi via ce scrutin». «L'élection présidentielle se tiendra dans de nouvelles conditions: pour la première fois dans l'histoire du pays, pourront y prendre part tous ceux qui le souhaitent», a-t-il poursuivi, ajoutant que le scrutin serait «pour la première fois surveillé par une commission électorale indépendante». «Après



cela, l'opposition algérienne aura la possibilité de prendre une part plus active au travail gouvernemental», a-t-il ajouté. Ceci avant de se féliciter de la «compréhension» des autorités russes par rapport aux événements en Algérie qui demeurent «une affaire interne». Et d'assurer, à ce sujet, que «les Algériens possèdent toutes les capacités pour régler leurs problèmes dans un cadre pacifique». En outre, évoquant les revendications posées par le mouvement populaire en Algérie depuis le 22 février dernier, Lamamra expliquera que l'Algérie «a répondu positivement à l'appel du changement et d'une nouvelle gouvernance réclamée par les manifestants». Enfin, Lamamra a aussi indiqué durant cette conférence de presse avoir remis une lettre du Président Bouteflika à son homologue russe, mettant en avant que Bouteflika «s'est engagé à transmettre le pouvoir au futur président élu».

## La Chine souhaite un avancement «sans heurts» du calendrier politique de l'Algérie

Dans ce contexte, Geng Shuang, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, réagissant aux importantes manifestations populaires en Algérie, a déclaré hier que son pays espère «voir l'Algérie faire avancer sans heurts son calendrier politique». A ce titre, cité par l'agence officielle chinoise Xinhua, M. Geng a estimé que la stabilité de l'Algérie est «dans l'intérêt fondamental de son peuple et de la paix dans les régions voisines», ajoutant que la Chine «convaincue que le peuple algérien a la sagesse et la capacité nécessaires pour explorer une voie répondant aux conditions de son pays, adhère au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays».

## A Rome, Lamamra rassure «nos amis italiens»

Avant Moscou hier, c'est dans la capitale italienne que s'est rendu Ramtane Lamamra où il a eu un entretien avec le président du Conseil des ministres italiens, Giuseppe Conte. A l'issue de cet entretien, le chef de la diplomatie nationale a indiqué avoir échangé

avec son hôte «sur l'actualité de l'Algérie qui intéresse nos amis italiens». «Ceux qui observent de loin notre réalité, ont le sentiment qu'il se développe une situation potentiellement porteuse de risques», a déclaré Lamamra, sauf que «l'Algérie, connue pour être exportatrice de paix, de sécurité et de stabilité, rassure ses partenaires internationaux sur le fait que ce moment privilégié de notre histoire est un moment qui se passe en famille», a-t-il souligné. «Il n'y a pas de préoccupation particulière pour nos partenaires internationaux et en tant qu'Etat et peuple nous sommes profondément attachés aux principes de non-ingérence dans les affaires internes de notre pays», a ajouté le MAE national. Par ailleurs, il a indiqué que «l'Etat algérien accompagne tout naturellement ce moment important de l'histoire de notre pays à travers les initiatives que chacun connaît et une grande écoute à l'égard de la jeunesse algérienne qui exprime, dans son style à elle et avec beaucoup de détermination et conviction, des aspirations, des exigences démocratiques, économiques et sociales». «L'Etat algérien indique la voie du ras-

semblement de nos forces et la voie de la concertation, afin de bâtir, ensemble, la deuxième République que nous souhaitons tous réaliser comme cadre constitutionnel d'un nouveau système où la dignité de l'Algérienne et de l'Algérien sera pleinement respecté en toute circonstance», a-t-il soutenu. En conséquence, «nous rassurons nos partenaires et les invitons à continuer à développer notre partenariat mutuellement avantageux et à faire le travail diplomatique normal d'informations mutuelles, mais prenons garde à ce que des forces occultes, des ONG et des individus développent des intentions d'ingérence et d'intervention dans nos affaires internes», ajoutant que dans ces conditions, «c'est toute la nation algérienne qui, comme une seule personne, s'opposerait à ce genre de velléités». Notons que le vice-Premier et ministre des Affaires étrangères a entamé depuis avant-hier une tournée diplomatique dans les grandes capitales pour expliquer ce qui se passe en Algérie et a déclaré que les manifestations qui agitent le pays depuis le 22 février sont «une affaire interne et familiale». L. N.

## Importations en janvier

# La facture des produits alimentaires et des médicaments en baisse

La facture globale des importations de produits alimentaires, tout comme celle des médicaments, a connu une baisse de près de 14% en janvier dernier.

C'est en effet ce qui ressort des statistiques communiquées aujourd'hui par le Centre national des transmissions et du système d'information des Douanes (Cntsid).

Ainsi, la baisse de la facture des importations des produits alimentaires est tirée essentiellement par le sucre, le lait, les légumes secs et les céréales.

La facture globale d'importation du Groupe des produits alimentaires a atteint 733 millions de dollars en janvier 2019 contre 851 millions de dollars en janvier 2018, en baisse de 118 millions

de dollars, soit 13,87%, précise le Cntsid.

Par catégories de produits, la facture d'importation des céréales-semoule-farine a reculé à 250,5 millions de dollars en janvier 2019 contre 265,6 millions de dollars en janvier 2018, soit une baisse de 5,7%. Le lait et les produits laitiers ont été importés pour 130,03 millions de dollars contre 154,76 millions de dollars, soit une baisse de 16%. Concernant les sucres et sucreries, ils ont été importés pour 61,07 millions de dollars contre 114,67 millions de dollars, soit une baisse de 46,74%. Les légumes secs ont été importés pour 47,5 millions de dollars contre 56,66 millions de dollars, soit une baisse de 16,2%. Par contre, les importations du café-

thé ont augmenté à 33,74 millions de dollars contre 29,52 millions de dollars, soit une hausse de 14,3%. Les importations des viandes ont également grimpé à 18,53 millions de dollars contre 6,7 millions de dollars, soit une hausse de 178%. Ces six principaux produits alimentaires ont ainsi été importés pour un montant de 541,35 millions de dollars contre 627,88 millions de dollars, soit un recul de 13,8%.

En plus de ces six principaux produits, le reste des biens alimentaires ont été importés pour 191,65 millions de dollars contre 223,12 millions de dollars, soit un recul de 14,1%.

Pour ce qui concerne les médicaments (classés dans le Groupe des biens de consommation non alimentaires), leur

facture d'importation a enregistré une baisse notable en s'établissant à 59,93 millions de dollars en janvier 2019 contre 133,44 millions de dollars en janvier 2018, en baisse de 73,51 millions de dollars, soit 55,1%.

Pour rappel, de nouveaux mécanismes d'encadrement des importations de marchandises, dont des produits alimentaires (hors produits alimentaires stratégiques), avaient été mis en place dès le début de l'année 2018 dans le but de réduire le déficit commercial et de promouvoir la production nationale.

Dans une première phase, il avait ainsi été décidé de la suspension provisoire d'importation de plus de 800 produits et l'instauration de mesures à caractère tarifaire prévues par les dispo-

sitions de la loi de finances pour 2018, à travers l'élargissement de la liste des marchandises soumises à la Taxe intérieure de consommation au taux de 30% et le relèvement des droits de douane pour des produits alimentaires. Par la suite, cette suspension provisoire a été levée pour être remplacée par l'instauration du Droit additionnel provisoire de sauvegarde, prévu par la loi de finances complémentaire 2018, qui est fixé entre 30% et 200% de la valeur de la marchandise importée. Son décret exécutif, promulgué en janvier 2019, a fixé la liste des marchandises concernées (1 095 produits) qui peuvent être importées mais qui sont soumises au DAPS.

Louiza Ait Ramdane

Clôture un mois de manifestations

# Médecins et étudiants marchent pour le changement du système

■ Des milliers d'étudiants et les personnels de santé ont organisé des rassemblements et des marches hier à Alger pour demander le changement du système et exprimer leur refus d'une gouvernance en dehors de la Constitution.



Par Thinhinene Khouchi

Les Algériens ont clôturé hier un mois de manifestations et de marches pacifiques et s'apprêtent vendredi prochain à entamer un deuxième mois de manifestations. En effet après, les marches des étudiants, des robes noires, des retraités de l'armée, journalistes et autres fonctionnaires, et les manifestations de masse de toute la population algérienne chaque vendredi, des étudiants ainsi que les praticiens de la santé «médecins, pharmaciens, résidents, dentistes, infirmiers...» ont organisé des rassemblements et des marches à Alger pour demander le changement du système et exprimer leur refus d'une gouvernance en dehors de la Constitution. De leur côté, les praticiens de la santé ont entamé leur action par un rassemblement à l'hôpital universitaire Mustapha-Pacha pour ensuite organiser une marche en empruntant la rue Hassiba Ben-Bouali pour se rendre à la Grande Poste. Les médecins, qui ont répondu à l'appel du Syndicat national des praticiens de la santé publique

(SNPSP) et du Conseil national de l'ordre des médecins, ont scandé des slogans notamment «non à la prolongation du mandat présidentiel», «non à la gouvernance dans un cadre anti-constitutionnel», ou encore «oui pour une Algérie démocratique». Sur les pancartes, l'on peut notamment lire «ils ont essayé de nous enterrer, ils ne savaient

pas que nous étions des graines», «le peuple est le seul décideur», «aucun pouvoir n'est supérieur à celui du peuple». Les médecins ont adopté pour consigne pour cette marche le port des blouses blanches et l'obligation de ne pas recourir aux logos propres aux organisations ni scander de slogans revendicatifs corporatistes.

L'action des médecins s'inscrit dans le sillage des marches imposantes à travers le territoire national revendiquant le «changement profond du système», le «respect de la Constitution» et le «rejet de toute ingérence étrangère». De leurs côtés, les étudiants se sont donné rendez-vous sur les réseaux sociaux devant la Grande Poste d'Alger. A 10h déjà, des centaines d'étudiants de la faculté de médecine, de l'Université des sciences technologiques Houari-Boumediene (USTHB) de Bab Ezzouar, de la Faculté centrale, de la Faculté des sciences de l'information et de la communication ainsi que ceux des Universités de Dely Brahim et de Bouzareah ont organisé une marche devant la Grande Poste d'Alger. Les manifestants ont alors brandi le drapeau national et des banderoles revendiquant le changement et la réforme. Enfin, d'autres manifestations pacifiques ont été organisées par des étudiants et les personnels de la santé, à savoir Oran, Annaba, Relizane, Tiaret, Chlef, Mostaganem.

T. K.

## L'Intersyndicale de la santé se dit satisfaite des manifestations et reste solidaire

DANS un communiqué, l'Intersyndicale de la santé a indiqué à la fin des manifestations d'hier que : «nous syndicats autonomes de la santé, félicitons l'ensemble de la famille de la santé de la réussite de la marche pacifique du 19 mars 2019» ajoutant : «nous demeurons dans cette dynamique de solidarité et de soutien indéfectible à notre valeureux peuple contre le prolongement du quatrième mandat, pour le changement de ce système et garantir ainsi l'avenir de nos enfants». Les cinq syndicats autonomes de la santé ont assuré que «tout en remerciant l'ensemble des participants à cette grande manifestation historique, nous demeurons en session ouverte pour suivre l'évolution de la situation». A noter que les signataires de ce communiqué sont le Syndicat algérien des paramédicaux «SAP», le Syndicat national des psychologues «Snapsy», le conseil national du Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires «Snechu», le Syndicat national des médecins généralistes de santé publique «SNMGSP», et enfin le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique «SNPSSP». T. K.

## Mouvement populaire à Béjaïa

### Les travailleurs de plusieurs secteurs dans la rue

Les travailleurs de plusieurs secteurs (Santé, Education collectivités locales, (APC de Béjaïa et Seddouk), Algérie Poste, Commerce, Alcoste, Jute...), de la wilaya de Béjaïa ont investi hier matin la rue pour soutenir le mouvement populaire en cours et exiger le départ du système. Pompiers, médecins, infirmiers, élus, travailleurs d'Algérie Poste et travailleurs de l'APC et daira de Béjaïa, étudiants, soit plusieurs milliers de travailleurs sont sortis pour rejoindre la dynamique populaire

en cours sur fond de la grande symbolique du 19 mars qui coïncide avec le 57<sup>e</sup> anniversaire du cessez-le-feu. Les étudiants ont eux aussi organisé une nouvelle marche qui a mobilisé une immense foule pour réaffirmer leur attachement à la construction d'une deuxième république et le départ du système. «L'université de Béjaïa est contre le prolongement du 4<sup>e</sup> mandat et est contre le système», lit-on sur une banderole arborée à cette occasion. «La révolution par le peuple et pour le peuple», «système dégage» autant de slogans

arborés hier. Les pompiers ont organisé une marche depuis l'unité principale des Quatre chemins jusqu'au siège de la wilaya. «Nous sommes avec le mouvement populaire» est-il noté sur une banderole arborée par les soldats du feu. Pour leur part, des élus ont observé un sit-in à l'intérieur de la wilaya. Ils ont arboré des pancartes soutenant le mouvement populaire en cours et reprenant ses revendications comme : «système dégage», «Djounhouria machi mamla-

ka ou Algérie une république pas un royaume». Pour sa part, un rendez-vous est pris par le Snapap (CGATA) pour aujourd'hui devant la maison de la culture de Béjaïa à 10 heures. Un rassemblement devrait avoir lieu et il sera suivi d'une marche vers le siège de la wilaya. Plusieurs secteurs seront de la partie. Le mot d'ordre de cette action est «système dégage». Selon l'appel lancé, le Snapap (CGATA) devrait marcher dans le but de «libérer l'Algérie». Il est attendu aussi que d'autres secteurs s'y

## LA QUESTION DU JOUR

### Guaido ne laissant plus le choix à Maduro

Suite de la page une

Toujours est-il que le président auto-proclamé a appelé ses partisans à manifester massivement samedi prochain, et cela à peine avait-il foulé de nouveau le sol de son pays. Ce qui dit assez que sa tournée en Amérique latine n'a pas été vaine, qu'elle l'a au contraire remonté à bloc, achevé de le convaincre de la solidité de l'engagement à ses côtés des pays qui l'avaient reconnu. A Caracas, à sa descente d'avion, il n'y avait pas que la foule de ses partisans qui l'attendait, mais également quelques représentants de la cinquantaine d'Etats pour qui il est le président légitime du Venezuela. Notons l'aberration : un président auto-proclamé recevant l'onction de la légitimité non pas de son peuple, le seul pourtant à disposer de ce pouvoir, mais d'Etats étrangers, dont les plus puissants n'appartiennent même pas au continent. Il ne restait à Nicolas Maduro qu'à appeler à son tour ses propres partisans à faire de même, à lui apporter leur soutien par des rassemblements se tenant le même jour, samedi 9 mars, et probablement au même moment de la journée, que ceux de l'opposition. Il aurait pu fixer un autre jour pour ce faire, le lendemain dimanche par exemple. Mais dans ce cas il s'interdit de donner à voir au monde la disproportion qu'il y a entre ses forces et celles de Guaido. En fait, le débat au Venezuela n'en est plus du tout à ce genre de considérations. Tant que Guaido se trouvait à l'étranger, la dualité du pouvoir, caractéristique d'un bouleversement politique majeur, s'était effacée dans une large mesure. Un président auto-proclamé en voyage à l'étranger, et dans l'incapacité de retourner dans le pays, c'est la crise vénézuélienne qui pour ainsi dire se démentait elle-même. Mais voilà que le proscrit Guaido débarque à Caracas avec non pas la police qui l'attend au pied de la passerelle mais une foule enthousiaste et des ambassadeurs accrédités dans le pays. Cette atteinte à son autorité, le président Maduro ne peut pas l'effacer par des manifestations, aussi grandioses soient-elles, mais par la seule arrestation de Guaido.

M. H.

joignent. Cette marche s'inscrit dans la dynamique populaire en cours qui veut un changement radical du système.

Hocine Cherfa

## Dans l'espace aérien algérien Suspension des vols pour les avions de type «Boeing 737-Max 8» et «Boeing 737-Max 9»

L'AUTORITÉ chargée de l'aviation civile en Algérie a décidé de suspendre toutes les opérations de vol (survol, atterrissage et décollage) dans l'espace aérien algérien, pour les avions de type «Boeing 737-Max 8» et «Boeing 737-Max 9», et ce, à la suite du crash de l'avion d'Ethiopian Airlines (ET), lit-t-on, hier, dans le communiqué du ministère des Travaux publics et des Transports. Cette décision intervient «en application du principe de vigilance et suite au crash de l'avion de type de "Boeing 737-Max 8" de la compagnie aérienne nationale éthiopienne "Ethiopian Airlines"», souligne-t-on de même source. L'Autorité chargée de l'aviation civile en Algérie suivra, de près, les résultats de l'enquête technique relative au crash de l'appareil Boeing 737-Max 8 d'«Ethiopian Airlines». Pour rappel, 157 personnes à bord de l'avion d'«Ethiopian Airlines» (ET), ont péri, le 10 mars dernier, lors du crash de l'avion Boeing 737-Max 8, quelques minutes après son décollage de l'aéroport international Bole d'Addis Abeba à destination de la capitale kenyane, Nairobi. M. L.

## Téléphonie Infinix lance ses smartphones sur le marché algérien

INFINIX, fabricant de smartphones basé en Chine, débarque sur le sol algérien avec une ambition mondiale assumée. Infinix ne vient pas les mains vides car il sera armé de plusieurs produits, tous tournant sous Android. Avec l'esprit de marque qui défie les normes, Infinix vise à responsabiliser la jeune génération qui souhaite se démarquer, s'étendre et être en phase avec le monde. Infinix ajoute un hashtag «#Innovationpourtous», la société envisage de lancer l'Infinix Zero, Note, S, Hot, Smart sur le marché des smartphones conçus avec un design très élégant, et d'une beauté rare. En outre, ils offrent plusieurs possibilités qui feront de ces téléphones un compagnon utile au quotidien. Il est également possible que la société lance d'autres produits de classe mondiale uniques en leur genre. Notons qu'Infinix est une marque de smartphones haut de gamme de Transsion Holdings, conçue pour les jeunes générations qui souhaitent mener une vie différente. Lancée en 2013, Infinix s'est engagée à mettre au point des technologies de pointe et des dispositifs mobiles dynamiques conçus de manière moderne pour créer des expériences de vie intelligentes, ciblées à l'échelle mondiale et ce, en fusionnant technologie et mode. Ainsi, grâce à des interactions quotidiennes, ces produits intuitifs deviennent un mode de vie qui représente des expériences novatrices pour les jeunes du monde entier. Actuellement présent dans les pays d'Europe, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie, Infinix assure la promotion de cinq gammes de produits : Zero, Note, Hot, S et Smart sur un marché mondial atteignant.

## Activité commerciale et industrielle

# Nécessité de créer un lien entre commerçant et consommateur

■ *Intervenant à l'occasion de l'installation du bureau de wilaya de l'association, M. Boulouar a appelé les artisans à nouer des liens entre le commerçant, le consommateur et les instances et institutions et entreprises ayant une relation avec l'activité commerciale, industrielle et de service.*



PH/D. R.

Par Siham N.

**L**e président de l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), Hadj Tahar Boulouar, a insisté lundi à Tiaret, sur la nécessité de tisser une relation entre le commerçant, le consommateur et les différentes instances et entreprises liées à l'activité commerciale et industrielle. Intervenant à l'occasion de l'installation du bureau de wilaya de l'association, M. Boulouar a appelé les artisans à nouer des liens entre le com-

merçant, le consommateur et les instances et institutions et entreprises ayant une relation avec l'activité commerciale, industrielle et de service. «L'ANCA œuvre à relever tous les défis dont ceux de développement du réseau de distribution et de commercialisation, de lutte contre le commerce informel en se référant à des expériences de pays ayant installé des bureaux pour faire bénéficier des commerçants d'informations sur le marché et des avan-

tages avec leurs homologues à l'étranger», a-t-il souligné, faisant savoir que son association est présente dans six pays que sont la France, la Chine, la Turquie, l'Australie, le Canada et l'Italie. Hadj Tahar Boulouar a également cité des conventions signées par l'ANCA au niveau national et local pour permettre aux commerçants de bénéficier d'avantages dont celui avec le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels pour faire bénéficier les commer-

çants et artisans de services et moyens de formation et celles paraphées avec des compagnies d'assurances. Abdeldjebbar Boukanoune a été installé en tant que président du bureau de wilaya de l'ANCA à Tiaret. Ce bureau est composé de neuf membres. L'association nationale des commerçants et artisans est représentée actuellement dans 31 wilayas du pays, a précisé M. Boulouar.

S. N./APS

## Djelfa-Laghouat

### La ligne ferroviaire «en bonne voie»

**L**e projet de la ligne ferroviaire reliant les wilayas de Djelfa et Laghouat sur une distance de 110 km a été réalisée à plus des deux tiers, ont enregistré un avancement estimé à 70 %, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Cette voie ferrée destinée au transport de voyageurs et de marchandises, avec des trains atteignant une vitesse de 220 km/h et dont les travaux sont

à 70% d'avancement, sera dotée d'un système de communication et de signalisation ultramodernes, a-t-on précisé. Englobant deux gares dans la wilaya de Laghouat, l'une de voyageurs et l'autre de marchandises, cette ligne ferroviaire entre dans le cadre de la réalisation de la boucle Nord-Sud, depuis Alger vers Hassi Messaoud en passant par les wilayas de Blida, Médéa, Djelfa, Laghouat

et Ghardaïa, selon la même source. Lors d'une récente visite d'inspection, le wali de Laghouat, Ahmed Meguellati, a mis l'accent sur le respect des délais contractuels de ce projet, fixés à la fin du premier semestre de l'année 2020. Le secteur des transports dans la wilaya a été renforcé dernièrement par deux nouvelles gares routières dans les communes de Laghouat et d'Aflou. **Yanis F.**

## Ouargla/En 2018

### Plus de 4 200 chameaux vaccinés contre les zoonoses

**U**n effectif camelin de 4 250 têtes a été vacciné contre diverses maladies parasitaires durant l'année 2018, à travers la wilaya de Ouargla, a-t-on appris mardi de l'inspection vétérinaire de la wilaya. Parmi les zoonoses affectant cette richesse animale, la clavelée, la gale des camélidés, en plus d'autres pathologies, dont la typanosomose, bactérie sanguine privant le chameau de pâturage et d'abreuvement, a expliqué l'inspecteur vétérinaire de Ouargla, Khamra El-Bouti. Ces risques sont aggravés, selon le même res-

ponsable, par les accidents de la route, à l'origine de la perte de nombreuses têtes camelines, les diverses intoxications dues aux résidus et déchets des forages pétroliers, ainsi que le danger des chiens errants sur les chameaux. Selon M. Khamra, les services de la Chambre de l'Agriculture de Ouargla ont, par souci de lutter contre les zoonoses affectant la richesse cameline, lancé, depuis le début du mois de mars, des visites de terrain aux aires de pacage des dromadaires pour assurer un suivi sanitaire et sensibiliser les

chameliers sur les conditions de prise en charge vétérinaire de leur cheptel, en plus de la prise en charge de leurs préoccupations. Les services agricoles de la wilaya de Ouargla s'attèlent à la recherche de solutions efficaces pour développer l'élevage camelin et ses différents volets, à savoir la viande rouge, les poils et les peaux. La wilaya de Ouargla recèle un patrimoine camelin de près de 42 000 camélidés détenus par plus de 1 000 chameliers, selon les données de la direction des services agricoles. **Lamine H.**

Pétrole/Hier à Londres

# Le Brent à plus de 68 dollars

■ Les prix du pétrole montaient hier en cours d'échanges européens, continuant de profiter d'une réunion de suivi de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) à d'autres producteurs, dont la Russie.

Ph/D. R.



Par Salem K.

En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 68,16 dollars à Londres, à son plus haut depuis quatre mois et en hausse de 62 cents par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril américain de WTI pour le contrat d'avril grimpeait de 46 cents à 59,56 dollars, à son plus haut depuis quatre mois également. Le Comité de suivi de l'accord de l'Opep (JMMC) a proposé lundi d'annuler une réunion plénière de l'«Opep+», comme le groupe de producteurs est surnommé, ce qui repousserait à juin la décision de renouveler ou non l'accord de limitation des extractions. «Cela veut dire que l'Opep+ va continuer de limiter sa production au moins pendant tout le premier semestre», a expliqué Lukman Otunuga, ana-

lyste de FXTM. Le ministre saoudien de l'Énergie, Khaled al-Faleh, a par ailleurs affirmé qu'il fallait faire attention à éviter qu'un «surplus de l'offre» ne se développe «dans les semaines et les mois à venir». Ce message du premier exportateur mondial était important car «l'Opep+ doit faire des efforts pour rééquilibrer

le marché car ils doivent compenser la production record de pétrole de schiste aux Etats-Unis», a souligné M. Otunuga. En 2018, l'Opep avait adopté une autre stratégie, décidant, en amont de sanctions américaines contre l'Iran, d'assouplir son accord, ce qui avait conduit à une chute des prix au deuxième

semestre quand Washington avait accordé des exemptions à certains importateurs. «Après avoir été surpris en 2018, l'Opep+ va probablement attendre de voir comment évolue la production iranienne, ainsi que celle du Venezuela, avant de toucher à ses objectifs de production», ont estimé les analystes

d'UBS. Ils notent également qu'une décision en juin permettra de prendre en compte l'état de la demande mondiale, alors que des incertitudes comme le Brexit et le conflit commercial entre la Chine et les Etats-Unis menacent de peser sur la consommation.

S. K./APS

## Allemagne L'économie ne devrait croître que de 0,8% en 2019

LE PRODUIT intérieur brut (PIB) de l'économie allemande ne devrait croître que de 0,8% cette année, après 1,4% l'an dernier, soulignent des experts du comité des «Sages», dans leur rapport semestriel toujours très suivi. Le comité des «Sages», un forum d'influents économistes conseillant le gouvernement allemand, a nettement revu à la baisse hier ses prévisions de croissance, refroidi par le ralentissement à l'export et la pénurie persistante de main-d'œuvre. En novembre dernier, ils attendaient encore 1,5% de croissance pour 2019, mais ils ont intégré le coup de froid de la fin 2018, qui a vu l'Allemagne frôler la récession technique en enchaînant un repli de 0,2% de son PIB au troisième trimestre, puis une stagnation au quatrième trimestre. Le pays, traditionnellement propulsé par son rayonnement à l'export, souffre d'un mélange de difficultés «temporaires» de production et d'un ralentissement mondial plus durable, diagnostiquent les experts. Ses secteurs automobile et chimique ont été désorganisés par l'entrée en vigueur de nouvelles normes antipollution et par la sécheresse, mais pâtissent également de la faible demande de «marchés-clés», allusion aux faiblesses de la croissance chinoise. Côté offre, l'Allemagne vieillissante reste pénalisée par le manque de main-d'œuvre qualifiée dans plusieurs secteurs ainsi que d'investissements insuffisants dans les capacités de production, poursuivent les économistes. «Au vu de la solide demande intérieure, une récession n'est pas prévue», nuancent cependant les «Sages», insistant sur la dynamique favorable du marché de l'emploi, des salaires, de la consommation des ménages, du bâtiment et des investissements publics. Pour l'an prochain, les experts voient l'économie allemande ré-accélérer à 1,7% de croissance. Mais corrigé d'un facteur calendaire, soit le nombre élevé de jours travaillés, le PIB ne devrait plus croître que de 1,3%. Ce pronostic reste par ailleurs soumis à des «risques très élevés», allant de l'incertitude entourant le Brexit au conflit commercial entre Etats-Unis, Union européenne et Chine.

R. E.

## Changes

### L'euro et la livre en hausse face au dollar

L'euro et la livre ont enregistré hier une hausse face au dollar, en attente des nouvelles sur le front du Brexit, ainsi que sur les annonces qui suivront aujourd'hui la réunion de politique monétaire de la banque centrale américaine. Vers 10h00 GMT (11h00 à Paris), la livre sterling valait 1,3272 dollar contre 1,3255 lundi à 21h00 GMT et s'échangeait à 85,52 pence pour un euro au lieu de 85,54 la veille. La monnaie européenne, de son côté, valait 1,1351 dollar pour un euro contre 1,1337 lundi soir. Le Brexit est rapidement revenu au centre des préoccupations des investisseurs, après s'être fait discret en début de séance lundi. A onze jours de la

date théorique de sortie du Royaume-Uni de l'UE, le président de la Chambre des communes britannique a écarté lundi après-midi un nouveau vote sur l'accord de Brexit si le gouvernement le présente à nouveau sous une forme inchangée. L'intention de la Première ministre Theresa May en cas d'adoption cette semaine de l'accord était de demander lors du sommet européen jeudi et vendredi, un court report d'ordre technique de la date du divorce, jusqu'au 30 juin. Si la livre a reculé après l'annonce du président de la Chambre des communes, elle effaçait ses pertes face au dollar hier. «Ceux qui parient sur la livre restent très détendus,

confortés par le vote de la semaine dernière contre une sortie sans accord et assuré que les seules options sur la table sont un Brexit plus doux ou pas de Brexit du tout», a expliqué Craig Erlam, analyste pour Oanda. Selon plusieurs analystes, l'impossibilité de refaire voter le texte devrait obliger la Première ministre à demander une longue extension, à moins qu'elle n'obtienne de nouvelles concessions jeudi et vendredi, ce qui paraît improbable. Concernant le dollar, les cambistes suivront aujourd'hui la fin de la réunion de la Réserve fédérale américaine, qui débute mardi.

Mahi O.

## UE

### 2 milliards d'euros pour accélérer la mise en place du Conseil européen de l'innovation

La Commission européenne vient d'annoncer un financement de 2 milliards d'euros pour accélérer la mise en place du Conseil européen de l'innovation (CEI). L'Europe doit approfondir sa capacité d'innovation et de prise de risques pour faire jeu égal avec ses rivaux sur un marché de plus en plus défini par les nouvelles technologies. Dans cette optique, la mise en place d'un Conseil européen de l'innovation doit permettre à l'UE de passer des découvertes scientifiques européennes à des entreprises capables de se

développer rapidement, selon le communiqué de l'UE. Le CEI, actuellement en phase pilote, verra le jour en 2021 dans le cadre du prochain programme de l'Union européenne (UE) pour la recherche et l'innovation «Horizon Europe», précise la même source. En 2017, la Commission européenne avait lancé une phase pilote pour la création du CEI en organisant des concours afin de recenser et de financer les PME les plus innovantes d'Europe. Depuis, 1 276 projets innovants ont déjà bénéficié d'un financement

global de 730 millions d'euros. Pour le prochain budget pluriannuel (2021-2027) de l'UE, la Commission européenne a proposé de consacrer 10 milliards d'euros au CEI dans le cadre d'«Horizon Europe», le programme de financement de la recherche et de l'innovation de l'Union européenne. Selon l'exécutif européen, l'UE contribue à hauteur de 20% aux investissements mondiaux en faveur de la recherche et du développement et produit un tiers de l'ensemble des publications scientifiques de haut niveau. Agences

## Guelma

# Lancement des travaux de réhabilitation de 250 écoles primaires

■ Un vaste programme portant réhabilitation d'un total de 250 écoles primaires réparties sur les 34 communes de la région de Guelma, a été lancé à l'initiative des services de la wilaya.

Par Anissa H.

Dans une déclaration, le chef de l'exécutif local Kamel Abla qui a donné le coup d'envoi de cette opération depuis les écoles Tarek-Ibn Ziad et Abdi-Mohamed, implantées au centre-ville, a précisé que la concrétisation de ce projet a nécessité la mise en place d'une enveloppe financière évaluée à 1,5 milliard DA dans cette wilaya qui dispose actuellement de 284 écoles primaires opérationnelles. «Ces actions de rénovation comprennent des travaux importants et variés en fonction des besoins de chaque école, ce qui permettra l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves», ajoute la même source, soulignant que l'ensemble de ces travaux seront achevés «avant la prochaine rentrée scolaire». Le wali a appelé à cette occasion

les entreprises chargées de ces projets, les présidents des assemblées populaires communales (APC) et les directeurs des établissements scolaires concernés par cette action, à profiter de la période des vacances de printemps et d'été pour l'accélération de la cadence des chantiers, insistant sur la nécessité «de prendre les mesures nécessaires» afin de protéger les scolarisés au cours des chantiers en adaptant les horaires de travail pour éviter tout désagrément. «Ce projet cible la majorité des écoles de différentes communes de la wilaya et sera réceptionné dans les délais impartis», a fait savoir la même source, notant que cette opération a concerné jusqu'à présent 30 établissements sur les 39 écoles primaires recensées au chef-lieu de wilaya ayant mobilisé un montant financier global estimé à 490 millions DA. Le projet de réhabilitation



de l'école primaire Tarek-Ibn Ziad d'un coût de plus de 17 millions DA consiste en la réalisation des sanitaires, un réservoir d'eau, un espace de jeux

doté d'une pelouse synthétique, l'aménagement de la cour en plus des travaux d'électrification extérieure et de peinture intérieure et extérieure et le renouvellement

des portes et des fenêtres. Les mêmes travaux seront entrepris à l'école primaire Abdi-Mebrouk, selon les fiches techniques de ces projets. A. H.

## Skikda

## Distribution en juillet de plus de 4 000 logements AADL et LPL

Pas moins de 4 300 logements de types location-vente et publics locatifs seront distribués en juillet prochain au nouveau pôle urbain Bouzaaroura dans la commune de Fifiila (Skikda), a indiqué le wali Hadjri Derfouf. Le même responsable a assuré lundi aux représentants des bénéficiaires, lors d'une inspection de ces projets, que «la majorité de ces logements sera réceptionnée et distribuée à partir du début du second

semestre de l'année en cours». Il a également précisé qu'il s'agira de 2 800 unités location-vente de l'AADL et 1 500 unités LPL soulignant que les bénéficiaires des logements publics locatifs seront les habitants du vieux Skikda notamment des 101 immeubles classés «rouges» par les services techniques et de la cité El Araïssa à Fifiila. Le chef de l'exé-

citif local a attribué le retard dans la réception de ces projets au retard enregistré dans la mobilisation des enveloppes financières des travaux d'aménagement extérieur et de raccordements aux divers réseaux. Il a donné sur site des instructions aux directeurs concernés de veiller à achever tous les travaux dans les trois prochains mois. La

distribution de ces logements coïncidera avec la réception de 3 écoles, un CEM et un lycée dans le même pôle de sorte à permettre aux familles bénéficiaires d'inscrire leurs enfants scolarisés, selon les explications données sur place. Une enveloppe financière de 61 milliards DA a été mobilisée dans la wilaya de Skikda pour la réalisation au pôle

Bouzaaroura de 20 équipements publics et 5.300 logements de divers types. Ce pôle urbain se trouve entre la localité de Larbi Ben M'hidi et la commune de Fifiila, non loin de la zone industrielle pétrochimique. Il accueillera notamment un hôpital régional spécialisé dans le traitement des brûlés en cours de réalisation. F. Y.

## Bordj Bou Arréridj

## 89 projets d'investissement en cours de concrétisation

Relizane

### Attribution de 170 LPL à Mendès et Sidi Saada

QUELQUE 170 logements publics locatifs (LPL) ont été attribués dans les communes de Mendès et de Sidi Saada (wilaya de Relizane). Le wali de Relizane, Nacéra Brahimi, a présidé la cérémonie de remise symbolique des clés aux bénéficiaires de ce quota à l'occasion de la fête de la victoire, célébrée le 19 mars. Ces logements sont répartis en 120 unités à Mendès et 50 à Sidi Saada, a-t-on indiqué. A cette occasion, une maison de jeunes à hai Houari Boumediene dans la commune de Yellel a été inaugurée et baptisée au nom du 19 mars. Pour rappel, la wilaya de Relizane a bénéficié d'un programme de plus de 76 000 logements dans le cadre des quinquennats 2010-2014 et 2015-2019, dont 58 000 ont été réalisés et 18 000 sont en cours de réalisation. R. R.

Quatre-vingt-neuf projets d'investissement sont en cours de concrétisation, parmi lesquels certains sont entrés en phase de production, à la zone industrielle Mechta Fatima dans la commune d'El Hamadia (10 km au sud de Bordj Bou Arréridj), a indiqué la Commission de wilaya chargée du suivi de l'investissement. Des projets d'investissement dans la production de matériaux de construction, l'industrie de transformation et l'agroalimentaire, ont été déjà concrétisés sur

le terrain, a précisé la commission, faisant état de la délivrance de 188 permis de construire au profit de nouveaux investisseurs, dont 133 permis remis aux investisseurs concernés. Les actes de concession seront délivrés à tout investisseur s'engageant à lancer les travaux de construction de son projet et affichant un taux d'avancement de 25%, a ajouté la même source, précisant que les micros entreprises ayant bénéficié d'investissement dans le cadre de dispositifs d'aide à

l'emploi seront tenues de concrétiser 10% seulement de leur chantier pour pouvoir retirer leurs actes de concession. Parallèlement, et dans le cadre des mesures d'assainissement des listes des bénéficiaires de foncier industriel et autres lots destinés à l'investissement, il a été procédé à l'annulation de 40 décisions, en attendant de statuer sur une cinquantaine d'autres dossiers d'investissement, selon la commission. Par ailleurs, de vastes opérations

d'aménagement de la zone industrielle Mechta Fatima s'étendant sur 382 hectares ont été lancées pour un budget de 4 milliards de dinars, a-t-on rappelé, précisant que ces opérations porteront sur le raccordement des réseaux d'eau potable, d'assainissement, d'électricité et de gaz en plus du bitumage des routes de cette zone industrielle dont la création remonte à 2009. A. O. /APS

## Oum El Bouaghi

## Vers l'extension des activités aquacoles

Des efforts sont déployés dans la wilaya d'Oum El Bouaghi pour étendre l'activité aquacole et augmenter le nombre de bénéficiaires du soutien de l'Etat pour le développement de cette filière, a indiqué le responsable du service Organisation de la production et de soutien technique à la Direction locale des services agricoles (DSA). Un programme a été élaboré par la Direction des services agricoles pour augmenter le nombre de bénéficiaires des modalités de soutien pour l'ensemencement alevins et

«sera mis en œuvre à partir du mois d'avril prochain», a précisé Samir Messaili. Il a révélé, à ce propos, que l'expérience menée en juin 2018 portant sur l'ensemencement, dans une première étape, de 3 000 alevins de carpe dans des bassins aquacoles des communes d'Ain Beida, Ain M'illa et de Ain Babouche «a donné des résultats probants» dans cette filière. Affichant l'objectif de développer l'aquaculture, le programme de la DSA inclut l'étude de la possibilité d'ensemencement d'autres bassins et retenues col-

linaires de la wilaya d'Oum El Bouaghi, à l'exemple des retenues collinaires des communes de Meskiana et El Riha, selon la même source. Ce programme prévoit également la tenue d'une session de formation au profit des futurs promoteurs dans cette filière visant le transfert de savoir-faire sur les techniques d'élevage et l'exploitation des eaux des bassins aquacoles dans l'irrigation agricole, a-t-on indiqué. F. Y.

Canada

# Durcissement prévu des mesures de lutte contre l'immigration clandestine

■ Le gouvernement canadien s'est dit déterminé à renforcer les mesures de lutte contre l'immigration clandestine et le contrôle des demandeurs d'asile à la frontière avec les Etats-Unis.

Par Yol H.

« **L**a collaboration avec nos partenaires américains continue d'être essentielle pour régler des questions concernant notre frontière commune, dont la migration irrégulière », a déclaré le ministre canadien de la Sécurité frontalière, Bill Blair, à l'issue d'une visite dans le pays voisin.

Cité dans un communiqué, le ministre a affirmé que la révision de l'Entente sur les tiers pays sûrs (ETPS), signée entre les deux pays pour mieux gérer le mouvement des demandeurs d'asile à la frontière, demeure en tête des priorités de l'exécutif canadien.

M. Blair s'est entretenu, lors de son déplacement aux Etats-Unis, avec des membres du Congrès et des représentants du gouvernement américain des possibilités de collaboration en vue de remédier à la migration irrégulière, notamment la révision de l'ETPS.

Nombreux sont en effet les migrants et demandeurs d'asile

qui franchissent clandestinement la frontière canadienne face au risque d'expulsion suite au durcissement des mesures contre la migration irrégulière par l'administration américaine.

En vertu de l'ETPS, l'entrée au Canada est interdite aux immigrés une fois qu'ils déposent une demande d'asile aux Etats-Unis.

Le ministre canadien a assuré qu'Ottawa et Washington continuent de travailler ensemble pour affronter les problèmes de la migration mondiale grâce au partage de renseignements et de moyens technologiques.



Un total de plus de 19 400 migrants et demandeurs d'asile ont été interceptés en 2018 par la Gendarmerie Royale du

Canada, notamment au niveau de la frontière entre le Québec et l'Etat de New York. Durant les deux premiers mois 2019, près

de 1 700 personnes ont été interceptées alors qu'elles franchissaient la frontière de façon irrégulière. Y. H.

Selon Mogherini

## La mission militaire européenne Sophia risque de cesser le 31 mars

**L**a mission militaire européenne Sophia, créée en 2015 pour lutter contre les réseaux de passeurs en Méditerranée, pourrait être abandonnée le 31 mars faute d'accord entre les Etats membres de l'UE, a annoncé lundi la cheffe de la diplomatie européenne Federica Mogherini. « J'espère toujours qu'un accord sera trouvé, mais je ne vois pas de mouvements et en l'absence de

développements, l'opération Sophia devra être abandonnée, avec toutes les conséquences que cela implique, malheureusement », a-t-elle déclaré à l'issue d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE à Bruxelles. La mission Sophia a été prolongée en décembre jusqu'au 31 mars 2019.

Sous commandement italien, son quartier général est à Rome et la marine italienne est

très impliquée dans les opérations menées au large de la Libye, pays d'où partent les embarcations chargées de demandeurs d'asile. Mais la coalition au pouvoir à Rome exige de changer les règles qui imposent le débarquement des naufragés recueillis par les navires de l'opération Sophia dans des ports italiens.

R. M.

Italie

## Un navire humanitaire récupère des migrants, Rome met en garde

**U**n navire humanitaire italien a secouru lundi 49 migrants au large de la Libye, poussant Rome à mettre en garde tous les bâtiments privés qui viendraient au secours de personnes en perdition au large des côtes nord-africaines.

Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, a souvent répété que les eaux ita-

liennes étaient fermées aux navires des ONG venant au secours des migrants et a bloqué plusieurs d'entre eux, leur interdisant l'accès à des ports italiens, voulant forcer de la sorte l'Europe à prendre sa part en matière de demandeurs d'asile.

« Le Mare Jonio vient de se porter au secours d'un pneumatique en détresse qui coulait

avec une cinquantaine de personnes à bord », a indiqué dans un communiqué le collectif Mediterranea, regroupant différentes associations d'aide.

Le bâtiment a pris la direction de l'île italienne de Lampedusa, « le port sûr le plus proche », dans des conditions météorologiques qui se dégradent, a ajouté le collectif.

« Nous avons officiellement demandé à l'Italie, dont nous battons pavillon et qui est responsable juridiquement et géographiquement, d'indiquer un port pour débarquer », toujours selon Mediterranea.

Des volontaires ont récupéré 49 migrants, dont douze mineurs, à une quarantaine de miles nautiques des côtes

libyennes.

Un bâtiment des gardes-côtes libyens s'est approché du canot pneumatique lors des opérations de secours.

Il n'était pas clair dans l'immédiat si le Mare Jonio n'a pas tenu compte des ordres du centre de commandement à Rome leur enjoignant de laisser les opérations de secours aux gardes-côtes libyens.

« Les personnes à bord étaient en mer depuis près de deux jours... Elles sont épuisées et déshydratées », a relevé Mediterranea.

Si la demande d'accoster du Mare Jonio était refusée, il s'agirait de la première impasse dans ce domaine entre le gouvernement de Rome et un navire battant pavillon italien.

Le Mare Jonio est le seul bâtiment humanitaire privé à croiser à l'heure actuelle en Méditerranée centrale.

Les autres sont soit en radoub, soit procèdent à un changement d'équipage ou sont retenus par des difficultés administratives ou judiciaires. 348 migrants environ ont pu débarquer en Italie depuis le début de l'année, à comparer avec les 6 161 pour la même période l'année dernière.

Sim T.

Syrie

## 1,7 million de réfugiés syriens souhaitent rentrer chez eux

**L**e Centre pour la réconciliation et le contrôle du déplacement des réfugiés du ministère russe de la Défense a estimé qu'environ 1,7 million de réfugiés syriens enregistrés dans des pays étrangers espèrent rentrer dans leur pays, ont rapporté dimanche des médias locaux.

« Selon des estimations, 1 712 264 Syriens actuellement dans neuf pays ont exprimé le souhait de rentrer dans leur pays. Depuis le 30 septembre 2015, ils sont 389 735 Syriens à avoir regagné la Syrie à partir d'un pays voisin », a indiqué le centre dans un rapport publié par le ministère russe de la Défense, ont indiqué des médias russes.

Au cours de ces dernières vingt quatre heures, 1 160 Syriens ont quitté le Liban et la Jordanie pour rentrer en Syrie, ont poursuivi les mêmes sources.

Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), le 1<sup>er</sup> janvier

2019, il y avait encore 6 675 308 réfugiés syriens enregistrés ayant demandé l'asile dans 45 pays à travers le monde.

Le gouvernement syrien a pris des mesures actives pour améliorer l'efficacité du processus de rapatriement des réfugiés syriens depuis des Etats étrangers, selon le centre russe. Plusieurs hauts responsables de l'ONU ont appelé mercredi dernier à un appui « durable et massif » aux populations vulnérables, aux réfugiés syriens et aux communautés qui les accueillent.

L'appel a été lancé lors de la 3e Conférence sur l'avenir de la Syrie et de la région qui s'est tenu à Bruxelles, en Belgique. Le chef du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), Mark Lowcock, a affirmé dans ce contexte qu'il est vital que la communauté internationale reste aux côtés de chaque femme, homme, fille et garçon de

Syrie qui a besoin de notre aide pour répondre aux exigences fondamentales d'une vie digne. Le conflit en Syrie est à l'origine de la plus grande crise des réfugiés dans le monde avec des besoins humanitaires qui restent à des niveaux record. Ils sont 11,7 millions de personnes qui ont besoin d'aide humanitaire et de protection. L'ONU a estimé que 83% des Syriens vivent en-dessous du seuil de pauvreté, précisant que la population syrienne est de plus en plus vulnérable en raison de la perte ou du manque de moyens de subsistance durables.

Un appel à la collecte de fonds de 3,3 milliards de dollars a été lancé par les Nations unies pour aider les personnes dans le besoin à l'intérieur de la Syrie et un autre appel de 5,5 milliards de dollars pour venir en aide aux réfugiés et appuyer la résilience des pays voisins. R. I.



## Tuerie d'Utrecht

# La piste terroriste étudiée «sérieusement»

■ La piste terroriste est étudiée «sérieusement» dans l'enquête sur la tuerie qui a fait trois morts lundi dans un tramway à Utrecht (Pays-Bas), ont annoncé hier les enquêteurs, assurant n'avoir trouvé «aucun lien» entre le suspect principal d'origine turque et les victimes.

«**A**ce stade, un motif terroriste est pris en compte sérieusement», ont indiqué dans un communiqué commun le parquet et la police locale, qui ont interpellé au total trois suspects lundi. Ils ont expliqué se baser sur une lettre retrouvée dans la voiture du suspect principal, Gokmen Tanis, un homme de 37 ans né en Turquie. Ce dernier a été arrêté lundi à l'issue d'une chasse à l'homme de huit heures. Une arme à feu a été saisie lors de son interpellation, ont précisé les enquêteurs. Lundi, le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, avait affirmé qu'on ne pouvait «exclure» d'autres pistes que la motivation terroriste, notamment celle d'une dispute familiale. «Il y a beaucoup de questions et de rumeurs», a-t-il dit lors d'une conférence de presse à La Haye. «Quel est le motif, terroriste ou autre, nous ne le savons pas encore, mais nous ne pouvons rien exclure», a-t-il ajouté. «Les autres motifs ne sont pas exclus, ils sont aussi l'objet d'investigations», ont renchéri hier le parquet et la police. Outre le suspect principal, deux autres

hommes âgés de 23 et 27 ans étaient encore en garde à vue hier après leur arrestation lundi soir. Aucune précision n'a été donnée sur leur degré d'implication présumé. Dès le début de matinée, des habitants de cette ville de quelque 350 000 habitants, la quatrième des Pays-Bas, ont commencé à déposer des fleurs sur les lieux du drame en hommage aux victimes. «Je suis ici pour rendre hommage aux victimes et soutenir leurs proches», a dit à l'AFP Yvette Koetjelooszekoot, 29 ans, une habitante du quartier. La tuerie a fait trois morts et sept blessés dont trois grièvement, selon un bilan actualisé. Les personnes décédées sont une femme de 19 ans et deux hommes de 28 et 49 ans, tous originaires de la province d'Utrecht, a-t-on appris hier. Au lendemain du drame, les trams roulaient à nouveau après l'interruption du service, le temps que la police scientifique achève son travail sur la scène de crime, une place très fréquentée du centre-ville. Alors que les drapeaux étaient en berne sur de nombreux bâtiments du pays, Mark Rutte a présidé une réunion



de cabinet sur la tuerie, qui fait craindre pour la sécurité publique à la veille d'importantes élections provinciales aux Pays-Bas. Lundi, le niveau de menace terroriste avait été porté à cinq à Utrecht (son plus haut niveau), dans la foulée de l'attaque. Il avait été abaissé après l'interpellation de Gokmen Tanis. Sur cet homme déjà connu de la justice néerlandaise, considéré comme le suspect principal, les services de renseignement turcs sont en train de «rassembler des informations», a indiqué lundi soir le président turc Recep Tayyip

Erdogan. «Certains disent que (la fusillade) est un différend familial, d'autres disent que c'est un acte terroriste», a-t-il ajouté lors d'un entretien avec la chaîne de télévision turque Ulke TV. Selon la radio-télévision publique néerlandaise NOS, Gokmen Tanis avait comparu il y a deux semaines en justice aux Pays-Bas dans une affaire de viol. Certains membres de sa famille auraient des liens avec des groupes de musulmans radicaux, mais, a précisé NOS, Gokmen Tanis est également connu pour son comportement

instable depuis la séparation d'avec sa femme il y a deux ans. Des témoins de la tuerie dans le tramway ont rapporté que le tireur avait pris pour cible une femme et des personnes tentant de l'aider, selon des médias. Ecoles et mosquées avaient été fermées lundi jusqu'à l'arrestation de Gokmen Tanis par des policiers d'élite lourdement armés. L'Union européenne, les États-Unis et la Russie notamment ont exprimé leur solidarité avec les Pays-Bas.

R. C.



## Impuissance

### Démission

Par Fouzia Mahmoudi

**S**ans surprise, quelques jours après la catastrophique démonstration de violence à Paris de casseurs qui ont mis à sac les Champs-Élysées, la démission du ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, est demandée par de nombreux partis d'opposition. En effet, aujourd'hui c'est Jordan Bardella, tête de liste du Rassemblement national pour les élections européennes qui a demandé à son tour la démission du ministre de l'Intérieur, réclamée aussi par Les Républicains et Debout La France, après les violences ayant émaillé la manifestation des «gilets jaunes» à Paris samedi. Christophe Castaner est le «ministre du laxisme, il doit prendre ses responsabilités. (...) Il doit s'en aller s'il n'est pas capable d'assurer l'ordre», a déclaré sur BFMTV le candidat du Rassemblement national. Pour Jordan Bardella, «l'État de droit n'existe plus aujourd'hui. Ce ministre de l'Intérieur est totalement incapable d'assurer la sécurité des manifestants». Le candidat du RN et porte-parole du parti s'est aussi demandé si le gouvernement n'avait pas «laissé ces individus venir pour essayer de discréditer les revendications» des «gilets jaunes». Il a réclamé à nouveau la dissolution des «milices d'extrême gauche» qu'il juge responsables des violences samedi et qui sont, selon lui, «parfaitement identifiées par [les] services de renseignement». Sur France Inter, le député Sébastien Chenu, également porte-parole du RN, a estimé que les mesures annoncées hier par le gouvernement pour prévenir les violences étaient «insuffisantes» et cherchaient à «faire taire les Français qui manifestent». Outre le limogeage du préfet de police de Paris, Michel Delpuech, qualifié par le RN de «fusible», Édouard Philippe a annoncé l'interdiction de manifester «chaque fois qu'il le faudra», dans les quartiers «les plus touchés», citant les Champs-Élysées à Paris, les place du Capitole à Toulouse et Pey-Berland à Bordeaux. Les interdictions de manifester «ne changent rien. Ça déplace un problème mais ne le résout pas», a jugé l'élus du Nord. Il a aussi dénoncé un «problème de chaîne de commandement», qui «commence du haut vers le bas, le haut, c'est Emmanuel Macron sur les pistes de ski, le bas c'est Christophe Castaner dans les sous-sols de Paris». Reste à savoir si au bout de plus de quatre mois et des dégâts qui se multiplient, l'Élysée finira par céder et à renvoyer Castaner, le soutien du début d'Emmanuel Macron, pour apaiser son seulement l'opposition, mais également le mouvement des «gilets jaunes» qui réclame sa démission depuis plusieurs semaines déjà suite aux nombreuses blessures enregistrées par les manifestants de la part des forces de l'ordre. **F. M.**

## Cyclone au Mozambique et au Zimbabwe

# Le bilan pourrait dépasser les 1 000 morts

**L**e cyclone qui a balayé en fin de semaine dernière le Mozambique et le Zimbabwe, emportant routes, ponts, hôpitaux et écoles, a fait au moins 182 morts dans les deux pays, mais le bilan final au Mozambique pourrait dépasser le millier de morts, a prévenu le président Filipe Nyusi. «Pour le moment, nous avons officiellement 84 morts (au Mozambique, ndr). Mais quand on a survolé la zone tôt ce matin (...) pour comprendre ce qui se passe, tout laisse à penser que le bilan pourrait dépasser les 1 000 morts», a déclaré M. Nyusi dans une intervention télévisée lundi à Maputo. «Plus de 100 000 personnes ont besoin d'aide alimentaire», a-t-il ajouté. «Les eaux des rivières Pungue et Buzi ont débordé et fait disparaître des villages entiers, isolant des communautés. Il y a des corps qui flottent. C'est un véritable désastre humanitaire», a dit le président mozambicain. Des rescapés ont trouvé refuge dans des arbres en attendant les secours, a expliqué le président.

Des images aériennes transmises par l'organisation Mission Aviation Fellowship montrent aussi des dizaines de personnes bloquées sur les toits de bâtiments en dur entourés d'eau. Le cyclone Idai et ses vents d'une extrême violence associés à des pluies torrentielles se sont abattus sur le centre du Mozambique jeudi soir, avant de poursuivre leur course au Zimbabwe voisin. Au Zimbabwe, le dernier bilan s'élevait à 98 morts et au moins 217 disparus, selon le ministère de l'Information. «On a l'impression d'avoir affaire aux conséquences d'une guerre à grande échelle», a déclaré le ministre de la Défense par intérim, Perrance Shiri. Au Mozambique, l'étendue des dégâts à Beira, la deuxième ville du pays avec un demi-million d'habitants, est «énorme et terrifiante», a prévenu la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR). «90% de Beira et de ses alentours ont été endommagés ou détruits», a indiqué la FICR dans un communiqué. «Les

moyens de communication ont été totalement coupés et les routes sont détruites», compliquant grandement les secours, a précisé Jamie LeSueur, de la FICR, depuis Beira. Lundi, les rues de la ville étaient jonchées d'arbres déracinés, d'éclats de verre et de tôles emportées, a constaté un journaliste de l'AFP. «Les tôles en s'envolant ont décapité des gens, d'autres ont été blessés. (...) Il n'y a pas de secours ici. On est mal», a déclaré à l'AFP une rescapée, Rajina, qui a trouvé refuge dans une échoppe abandonnée. Des barques ont lâché. Dans la région de Beira, 873 maisons ont été emportées, 24 hôpitaux détruits et 267 classes partiellement ou complètement englouties, selon un bilan provisoire de l'Institut mozambicain de gestion des catastrophes. Le président Nyusi a appelé ses concitoyens qui «habitent près de rivières à quitter la zone pour sauver leur vie, surtout si on doit lâcher de l'eau des barrages pour éviter qu'ils ne cèdent».





Ghardaïa

# La fête du tapis reportée à la dernière minute

■ Devenue depuis plus d'un demi-siècle un rendez-vous annuel incontournable pour les voyageurs et autres visiteurs de la région du M'zab durant la période des vacances scolaires, cette manifestation s'assigne pour objectif de valoriser les potentialités de la région de Ghardaïa, aussi bien dans le domaine de l'artisanat que du tourisme.

Par Adéla S.

La 51<sup>e</sup> édition de la fête nationale du tapis, prévue à Ghardaïa du 23 au 27 mars, a été reportée sine die, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs.

Le report de cette manifestation culturelle et économique a été décidé «à la dernière minute pour des considérations purement techniques et organisationnelles», a expliqué à l'APS le secrétaire général de la wilaya, Boualem Amrani.

Devenue depuis plus d'un demi-siècle un rendez-vous annuel incontournable pour les voyageurs et autres visiteurs de la région du M'zab durant la période des vacances scolaires, cette manifestation s'assignait pour objectif de valoriser les potentialités de la région de Ghardaïa, aussi bien dans le domaine de l'artisanat que du tourisme.

Près d'une centaine d'exposants de différentes wilayas



devaient participer à cet événement visant à promouvoir le secteur de l'artisanat, notamment le tapis de pure laine, et de mettre en lumière le talent confirmé des

artisans et tisseuses locaux qui ont su préserver ce patrimoine riche et un savoir-faire ancestral pointu.

La date du rendez-vous repor-

té sera annoncée lorsque les conditions organisationnelles et techniques seront réunies, a assuré le secrétaire général de la wilaya afin de permettre aux

participants de mieux se préparer et faire valoir le savoir-faire ancestral légué de génération à génération

A. S./APS

Argentine

## Cordoba accueille le 8<sup>e</sup> Congrès international de la langue espagnole

La ville argentine de Cordoba accueillera le 8<sup>e</sup> Congrès international de la langue espagnole du 27 au 30 mars, avec la participation de plus de 200 écrivains, universitaires et experts du monde entier. Ce conclave, qui aura pour thème «l'Amérique et l'avenir de la langue espagnole : culture, éducation et entrepreneuriat», fait partie d'une série

de conférences internationales organisées par l'Institut Cervantes, l'Académie royale espagnole et l'Association des Académies de langue espagnole. Ce congrès, dont l'ouverture sera marquée par la présence du président argentin Mauricio Macri et du Roi d'Espagne Felipe VI, enregistrera la participation de spécialistes du monde hispa-

nophone, ainsi que de membres d'académies espagnoles, de présidents d'universités, de professeurs universitaires, d'éditeurs, de professionnels des médias, de traducteurs et d'hommes d'affaires.

Les participants à la conférence débattent de divers thématiques dont «L'espagnol, langue mondiale», «Langue et litté-  
 re», «Défis de la langue espagnole dans l'éducation au XXI<sup>e</sup> siècle», «L'espagnol et la révolution numérique» et «La compétitivité de l'espagnol en tant que langue de l'innovation et de l'entrepreneuriat». D'autres sujets seront au menu de ce conclave mondial tels que l'avenir de l'espagnol dans le monde ibéro-américain, la valeur économique

de l'espagnol, les défis des industries culturelles, le tourisme linguistique, la traduction et l'enseignement de la langue et de la littérature espagnoles. Au programme de cette 8<sup>e</sup> Conférence de la langue espagnole figurent également des hommages à Victor García de la Concha, ancien directeur de l'Académie royale espagnole (1998-2010) et de l'Instituto Cervantes (2012-2017), du musicien espagnol Manuel de Falla en plus de tables rondes sur les relations culturelles entre l'Amérique et l'Espagne lors du dernier siècle et d'autres activités culturelles et sociales. Les précédentes éditions versions de la conférence avaient été organisées à Valladolid (Espagne, 2001), Rosario (Argentine, 2004), Carthagène des Indes (Colombie, 2007), Valparaiso (Chile, 2010), Panama City (2013) et San Juan (Porto Rico, 2016).

Racim C.

Musique

## Décès de Dick Dale, le «roi de la guitare surf»

Dick Dale, musicien californien inventeur de la guitare surf, qui eut une influence majeure sur les Beach Boys, Jimi Hendrix et le heavy metal, est décédé à l'âge de 81 ans, ont rapporté des médias auprès de son entourage. Dick Dale, de son vrai nom Richard Monsour, s'est fait connaître avec le tube «Misirlou», à la tête de son combo The Del Tones à la fin des années 1950.

«Misirlou» sert de musique de générique au film culte «Pulp Fiction» de Quentin Tarantino. Rendant hommage au «roi de la

guitare surf», l'ex-Beach Boy Brian Wilson, entre autres musiciens, a relevé «l'énorme influence» du «jeu de guitare de Dick» sur les Beach Boys qui avaient d'ailleurs repris «Misirlou» sur leur album «Surfin' USA» en 1963. Dale est considéré comme l'inventeur du style de guitare surf, caractérisé par un son hyper saturé et des effets de réverbération. De fait, il avait travaillé avec le légendaire fabricant de guitares électriques Leo Fender pour concevoir des amplis capables de supporter des volumes assourdissants.

Ce qui lui valut le surnom de «père du heavy metal». Dale, un Libano-Américain, lui-même bon surfer, était né en 1937 à Boston avant de passer son adolescence en Californie. Essentiellement instrumentale, la musique surf – sous-genre de la vaste scène rock américaine – a connu son apogée au début des années 1960, avec des groupes comme les Del Tones, Jan and Dean, les Ventures et surtout les Beach Boys. Il est indissociable de la Californie et de son hémisphère culture surf.

Yacine B.

Box-office nord-américain

## «Captain Marvel» toujours aux commandes

La première super-héroïne de l'univers Marvel occupe toujours la tête du box-office nord-américain pour la deuxième semaine consécutive, «Captain Marvel» conservant la première place du podium devant deux nouveaux entrants, selon les chiffres définitifs publiés lundi par la société spécialisée Exhibitor Relations. Le film, réalisé par Anna Boden et Ryan Fleck, met en scène Brie Larson, oscarisée en 2016 pour son rôle dans «Room». Elle incarne Carol

Danvers, alias Captain Marvel, une pilote d'élite impliquée dans un accident d'avion avec un vaisseau extraterrestre, ce qui va développer chez elle des super-pouvoirs. Entre vendredi et dimanche, le film a récolté 68 millions de dollars aux Etats-Unis et au Canada. En deux semaines, ses recettes frisent les 265 millions de dollars en Amérique du Nord. D'après Paul Dergarabedian, expert de la société spécialisée Comscore, il a déjà généré quelque 760 mil-

lions de dollars au total dans le monde entier. En deuxième position, le film d'animation des studios Paramount «Le parc des merveilles» raconte l'histoire d'un parc d'attractions imaginé par la petite June et qui un jour prend vie. Matthew Broderick, Jennifer Garner ou encore Mila Kunis ont prêté leur voix à des personnages. Il a rapporté 15,8 millions de dollars pour son premier week-end d'exploitation. La troisième place revient à «Five feet apart», film réalisé par Justin

Baldoni qui raconte l'histoire d'amour de deux adolescents, Stella (Haley Lu Richardson) et Will (Cole Sprouse), souffrant tous deux de mucoviscidose. Ses recettes ont atteint 13,2 millions de dollars pour son premier week-end en salle. Du coup, glisse en quatrième position avec 9,3 millions de dollars «Dragons 3 : le monde caché», film d'animation du studio DreamWorks qui réunit pour la troisième et dernière fois le jeune viking Harold et son dragon Krokmu. En quatre

semaines, il a rapporté 135,6 millions de dollars en Amérique du Nord. Et environ 466 millions dans le monde entier, d'après M. Dergarabedian. Le cinquième rang est occupé par «A Madea Family Funeral», neuvième et dernier épisode de la saga des «Madea» mettant en scène la truculente sexagénaire Mabel «Madea» Simmons. Ses ventes de billets ont généré 7,8 millions de dollars sur le week-end et 58,8 millions en trois semaines.

R. C.



## Ligue 1 Mobilis Les matchs retard prévus les 21 et 25 mars reportés

**LES MATCHS** retard de Ligue 1 Mobilis de football programmés les 21 et 25 mars ont été renvoyés à une date ultérieure, a indiqué lundi la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel sans donner les raisons de ce report.

Voici les rencontres qui ont été programmées initialement

**Matchs retard 21 mars**  
JSS-CSC (18<sup>e</sup> Journée) 18h00

DRBT-CRB (19<sup>e</sup> Journée) 18h00

MCA-MCO (22<sup>e</sup> Journée) 16h00

NAHD-MOB (21<sup>e</sup> journée) 15h00

**Matchs retard 25 mars**

USMBA-NAHD (22<sup>e</sup> Journée) 16h00

CRB-CSC (24<sup>e</sup> Journée).

## Championnat arabe de boxe (seniors messieurs) Trois pugilistes qualifiés

**TROIS BOXEURS** algériens ont composé lundi leurs billets pour les demi-finales du Championnat arabe des nations (seniors messieurs) qui se déroule du 18 au 23 mars à Khartoum au Soudan. Il s'agit de Mordjane Oussama (56 Kg) qui a battu le Libyen Abdulmajid Mohamed et Kramou Chemsedine (69 kg), vainqueur face au Syrien Mthleij Laith, alors que Nemouchi Younes (75 kg) a pris le dessus sur le Libyen, Fatih Saad. En revanche, Tarzoult Walid (60 kg) a été battu par le Marocain Adrar Reda, alors que Benbaaziz Reda (64 kg) n'a pu continuer son combat devant le Soudanais Tia Mohamed, suite à une blessure à l'arcade. Hier, Mohamed Flissi (52 kg) devait faire son entrée en lice face au

Soudanais Mohamed Ahmed, Houmri Mohamed (81 kg) était opposé au Marocain, Maani Aypoub, alors que Chouaib Bouloudinat affrontera le Syrien, Mohamed Melias, pour le compte des demi-finales. Les boxeurs Soltani Mohamed (49 kg) et Hamani Mohand-Saïd (91 kg) sont qualifiés directement en finale. Dix boxeurs de la sélection algérienne seniors (messieurs) prennent part au rendez-vous de Khartoum sous la conduite du staff technique national, composé des entraîneurs Ahmed Dine, Boubekri Abdelhafid et Slimane Belounis. La sélection algérienne avait décroché la première place aux Championnats arabes 2018 à Khartoum avec un total de sept médailles (5 or, 1 argent et 1 bronze).

## Tennis/Classement ITF Juniors Rihane, désormais 109<sup>e</sup> mondial

**L'ALGÉRIEN YUCEF** Rihane a gagné 31 places dans le nouveau classement international juniors, dévoilé lundi par la Fédération internationale de tennis (ITF) sur son site officiel, se positionnant ainsi au 109<sup>e</sup> rang. Cette magnifique ascension du jeune joueur algérien s'explique par son excellent parcours lors du Championnat d'Afrique des juniors, clôturé samedi à Marrakech (Maroc). Après avoir atteint la finale du tableau simple, Rihane a perdu devant l'Ivoirien Eliakim Coulibaly par deux sets à un (4-6, 6-4, 6-3). Rihane, considéré comme le meilleur joueur algérien classé sur le plan mondial au niveau des juniors, avait démarré la compétition avec une belle victoire devant l'Égyptien Faris Zakaryia (6-3, 6-3), avant d'enchaîner contre les Marocains Aissa Benchakroun (6-3, 6-1),

Sofiane El Mesbahi (6-0, 6-2) et Ismail Saadi (6-1, 6-4), tête de série N.7. Pour sa part, Samir Hamza Reguig, éliminé au premier tour du rendez-vous continental des juniors, a gagné 12 places et occupe la 451<sup>e</sup> position. Ses compatriotes Mohamed Ali Abibsi (1291<sup>e</sup>), Aymen Abderrahmane Ali Moussa (1484<sup>e</sup>) et Mohamed Forkane Lebdi (1588<sup>e</sup>) ont perdu respectivement 7, 6 et 6 places. Matis Amier (1597<sup>e</sup>) a perdu 6 places, alors que Mohamed Saïd Ounis (1806<sup>e</sup>) a reculé de 7 positions. Chez les filles, Houria Boukholda a gagné 518 places et se hisse au 1077<sup>e</sup> rang. Lynda Benkaddour, meilleure joueuse algérienne classée, a perdu 50 places et se positionne au 276<sup>e</sup> rang. Idem pour Ines Bekrar (479<sup>e</sup>) et Bouchra Rehab Mebarki (1424), qui ont perdu une place chacune.

## Championnat d'Afrique des clubs de volley-ball (Gr.D) Le GSP s'impose devant l'ASEC Mimosas

**LES VOLLEYEUSES** algériennes du GS Pétroliers ont enchaîné une deuxième victoire consécutive au Championnat d'Afrique des clubs, en s'imposant devant leurs homologues ivoiriennes de l'ASEC Mimosas sur le score de 3 sets à 0 (25-16, 25-18, 25-15), en match comptant pour la 3<sup>e</sup> journée du groupe D, disputé lundi au Caire (Égypte). Exemptées de la deuxième journée, disputée dimanche, les Pétrolières s'étaient imposées lors de la 1<sup>re</sup> journée devant les Égyptiennes

d'Al Shams au tie-break 3-2 (25-15, 22-25, 17-25, 25-20, 15-10). Le GS Pétroliers devait jouer son prochain match face aux Kényanes de Prisons hier avant de conclure la phase de poules face aux Ougandaises de Nkomba aujourd'hui. L'autre match du groupe D oppose, à partir de 16h00, Prisons du Kenya à Nkomba d'Ouganda, alors que Al Shams d'Égypte est exemptée de cette journée. Les deux premiers de chaque groupe (A, B, C et D) se qualifieront aux quarts de finale.

# Stage de l'EN de football Tous les joueurs présents pour l'entame

■ *Tous les joueurs convoqués pour le stage de l'équipe nationale de football précédant les deux matchs qui auront lieu respectivement face à la Gambie pour le compte de la dernière journée des éliminatoires de la CAN et à la Tunisie en amical, étaient présents avant-hier au Centre de préparation des équipes nationales de Sidi Moussa pour entamer le travail et se préparer pour ce rendez-vous.*

Par Mahfoud M.

**A**insi, tous les joueurs étaient à la disposition du sélectionneur national qui a été très satisfait de cette entame qui le met très à l'aise pour débiter dans les meilleures conditions. Il est à noter qu'aucun joueur ne souffre de blessure et cela rassure le sélectionneur national qui souhaite donner sa chance au maximum de joueurs, que ce soit pour ce premier match face à la Gambie ou le second face à la Tunisie. Le coach des Verts a donc, débuté le travail technico-tactique hier, avec une esquisse de la tactique qu'il devrait appliquer pour le match de ce vendredi face à la Gambie.

Par ailleurs et sur un tout autre registre, on apprend que 22 000 tickets seront mis en vente au niveau du stade Mustapha-Tchaker de Blida à partir d'aujourd'hui, pour le compte du match qui opposera, vendredi soir, l'équipe nationale à son homologue gambienne au stade Mustapha-Tchaker de Blida. «La vente des tickets sera ouverte aujourd'hui pour se poursuivre jusqu'à demain, afin de permettre au plus grand nombre possible des supporters des Verts, qui ne manqueront pas de



Les internationaux algériens se préparent très sérieusement

venir en masse pour soutenir leur équipe, d'avoir leurs tickets», a indiqué le DJSL de Blida, Djaâfar Naâr. Le prix du billet reste inchangé, a-t-il ajouté, signalant la disponibilité de 20 000 billets d'un prix unitaire de 300 DA, et de 2 000 autres pour 500 DA (l'unité (tribunes couvertes). Le responsable n'a pas manqué de souligner le «bon état de la pelouse du stade, soumise régulièrement à des opérations d'entretien», a-t-il assuré, outre

le réaménagement des vestiaires et autres différentes commodités du stade, qui a été doté d'un éclairage de qualité supérieure, en conformité avec les normes mondiales en vigueur, selon Naâr. A noter que la rencontre débutera à 20h45mn, et pour le moment l'ouverture des portes du stade pour l'entrée des supporters n'a pas été encore fixée, a-t-il ajouté.

M. M.

## EN de Tunisie

## Khazri et Sekhiri ne joueront pas face aux Verts

**L**es deux internationaux tunisiens, l'attaquant Wahib Khazri (AS Saint-Etienne) et le milieu de terrain Elyes Sekhiri (Montpellier HSC), blessés, ont déclaré forfait pour la réception de Swaziland vendredi prochain Radès, en clôture des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, et devant l'Algérie en amical le 26 mars à Blida, rapportent lundi les médias locaux. Les joueurs du sélectionneur français Alain Giresse ont entamé dimanche un

stage à Tunis. Les «Aigles de Carthage», logés dans le groupe J, ont composé leur billet pour la phase finale en compagnie de l'Égypte, pays hôte (21 juin - 19 juillet). Les joueurs de l'ES Tunis et de l'ES Sahel seront mis à disposition de leurs clubs respectifs après le match face au Swaziland, et rateront du coup le rendez-vous face aux Verts. L'EST, où évolue le milieu offensif international algérien Youcef Belaïli, sera en appel à Doha (Qatar) pour affronter le 29 mars

les Marocains du Raja Casablanca en Supercoupe d'Afrique, alors que l'ESS jouera le même jour la demi-finale (aller) de la Coupe arabe des clubs champions à Oumdurman face aux Soudanais d'Al-Merrikh. L'équipe nationale accueillera le 22 mars la Gambie à Blida (20h45) lors du dernier match des qualifications. Les Verts ont assuré leur qualification, à l'issue de leur victoire le 18 novembre dernier à Lomé face au Togo (4-1), lors de la 5<sup>e</sup> journée (Gr.D).

## Sanctions de la LFP

## Deux matchs à huis clos pour l'ASAM

**L**a Commission de discipline, réunie ce lundi, a infligé 2 (deux) matchs à huis clos à l'AS Ain Mlila pour «jet de projectiles sur le terrain, entraînant des dommages physiques sur un joueur du club CABBA» (1-0) lors du match comptant pour la 24<sup>e</sup> journée de Ligue 1 Mobilis disputé dimanche, a indiqué la Ligue de football professionnel

(LFP). En plus de cette sanction, l'ASAM devra s'acquitter d'une amende de 250 000 DA dont 50 000 pour «mauvaise organisation». Pour sa part, le président de la JSM Béjaïa (Ligue 2 Mobilis) est interdit d'accès au terrain et aux vestiaires à compter du 11 mars 2019 pour une période de 3 mois, en plus d'une amende de 200 000 DA. Enfin,

concernant le match O Médéa - JS Kabylie (1-0) de la 24<sup>e</sup> journée de Ligue 1 Mobilis qui s'est déroulé le dimanche 17 mars à Médéa, la commission a invité les présidents de deux clubs à la séance du jeudi 21 mars 2019 à 11h00.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Protection du consommateur

## Un jumelage algéro-britannique réussi

LE JUMELAGE algéro-britannique sur un « appui institutionnel au dispositif de collecte, d'analyse et de promotion de l'information pour la protection des consommateurs (Trices) », clôturé mardi à Alger, a donné des résultats « satisfaisants ». D'une durée de 27 mois et d'un budget de 1,2 million d'euros, ce projet mis en place dans le cadre du Programme d'appui à la mise en œuvre de l'Accord d'association Algérie-Union européenne (P3A), a concerné les cadres du ministère du Commerce (administration centrale et services extérieurs), et ceux d'autres institutions algériennes partenaires. Ainsi, ce jumelage institutionnel avait pour objectifs la mise en place et la pérennisation des mécanismes d'information et de protection des consommateurs en Algérie et le renforcement du dispositif institutionnel de collecte, d'analyse et de promotion de l'information en faveur de la protection des consommateurs. Pour se faire, il a été constitué au sein du ministère du Commerce « un noyau dur » de formation de formateurs, outre la création d'un centre d'appels pour les réclamations des consommateurs et la promotion du droit des femmes et des personnes vulnérables dans les politiques de consommation. Il est attendu comme résultats de ce jumelage le renforcement aux niveaux central et territorial des capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques du ministère du Commerce. Il est également question de renforcer les capacités des structures intervenant dans l'information, la sensibilisation et l'éducation des consommateurs (Trices), ainsi que le renforcement de la capacité des partenaires du ministère du Commerce à collecter et à exploiter des informations sur la consommation. Lors de la cérémonie de clôture du jumelage, les responsables des parties prenantes ont relevé que les résultats « satisfaisants » enregistrés incitaient un prolongement du projet jusqu'en avril en vue de le peaufiner.

May G.

## Mise en place d'un baromètre des requêtes des consommateurs

Au total, 378 Algériens ont bénéficié de ces formations dont 56% de femmes (212) et 44% d'hommes (166), compte non tenu des quatre ateliers décentralisés organisés à Blida, Tlemcen, Sétif et Ghardaïa, avec 151 personnes. Le jumelage avait nécessité 142 missions, déployées au 23 avril 2019, ayant abouti à la rédaction de 70 rapports de missions individuels ou conjoints, ont précisé les organisateurs de la rencontre, ajoutant que 2 842 Algériens auraient ainsi bénéficié de l'apport de ce jumelage institutionnel. A noter aussi que, dans son cadre, les bénéficiaires ont pu avoir 430 journées d'expertise et de formation en Algérie, alors que 28 cadres et agents ont bénéficié de voyages d'études notamment au Royaume-Uni. Les résultats du projet présentés lors de la clôture font état de la création d'un baromètre des requêtes des consommateurs et l'élaboration d'un corpus pédagogique à destination des stagiaires et apprentis de la formation professionnelle. Présent à cette cérémonie, le directeur général du commerce extérieur au ministère du Commerce, Khaled Bouchlaghem, a indiqué que ce jumelage, initié au profit de la direction de la qualité et de la consommation, a été attribué au Royaume-Uni, alors que sa mise en œuvre a été confiée à l'Organisme de coopération internationale du gouvernement d'Irlande du Nord (NI-CO). Pour sa part, l'ambassadeur du Royaume Uni en Algérie a souligné que la protection du consommateur joue un rôle « très important » dans n'importe quel pays, notamment dans un processus de diversification économique et développement technique et technologique. Il s'est également dit ravi et satisfait de cette coopération entre l'Algérie et son pays et des résultats qui en ont été produits.

## Le pouvoir d'achat des Algériens laminé par l'inflation



Loumis

Djalou@hotmail.com

Adapter les textes avec les spécificités des régions frontalières

## Commerce extérieur : promouvoir le troc

■ Dans le cadre de la manifestation commerciale et économique internationale de l'Assihar, les participants à une journée d'étude sur « le troc, hier et aujourd'hui », tenue hier à Tamanrasset, ont plaidé pour l'adaptation des textes régissant le commerce extérieur avec les spécificités des régions frontalières pour promouvoir le troc.

Par Meriem Benchaouia

Les participants, économistes et universitaires, ont mis l'accent sur l'importance de la révision des procédures organisationnelles dans la gestion du commerce extérieur, notamment celles liées à l'exportation, ainsi que l'implication des opérateurs économiques dans les concertations liées aux mécanismes de relance du commerce extérieur au niveau de la région du Sahel africain. Ils ont également appelé à numériser les opérations bancaires, à tirer profit de l'expérience de l'Institution bancaire Essalem-Algérie et à développer l'E-commerce au niveau des entreprises économiques des pays du Sahel. Les participants ont sug-

géré, en outre, l'organisation de journées parlementaires sur les mécanismes de développement du partenariat économique entre les pays du Sahel, la création d'un forum international de partenariat économique entre ces pays, ainsi que l'organisation de stages sur les modalités de reconversion des entreprises du commerce de troc en entreprises de partenariat économique. Le programme de cette manifestation a prévu une série de communications, animées par des universitaires et des économistes, en présence de représentants des chambres de commerce du Mali et du Niger, sur des thèmes liés aux « relations économiques dans le développement des régions frontalières », « la presse, un alternatif

pour se mettre au diapason des mutations économiques au Sahel », « les mécanismes de soutien de l'investissement à travers le guichet unique de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) », « le rôle de l'Assihar dans la promotion des échanges commerciaux avec les pays voisins » et « les perspectives du commerce extérieur via Tamanrasset à destination de l'Afrique ». L'assihar de Tamanrasset (10 au 20 mars) regroupe plus de 80 entreprises nationales aspirant à travers cette manifestation à trouver des marchés extérieurs pour le renforcement des échanges commerciaux entre l'Algérie et les pays voisins.

M. B.

Relizane

## Ouverture du 7<sup>e</sup> Colloque international du soufisme

Les travaux du 7<sup>e</sup> colloque international sur le soufisme, placé sous le thème « Education spirituelle et défis de la mondialisation », ont débuté mardi à Relizane avec la participation d'hommes de culte et de chercheurs de différentes wilayas du pays et de l'étranger. « Le 21<sup>e</sup> siècle est l'ère de la globalisation et de l'émergence de nouvelles connaissances et de nouvelles valeurs, choses qui nous imposent de différents modes de vivre ensemble », a déclaré le chargé de la direction de la culture islamique au ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, Omar Bafouloulou, à l'ouverture de cette ren-

contre. Le responsable a évoqué les grandes mutations que connaît l'humanité comme l'apparition de nouvelles technologies, la facilité de transfert d'idées, la rapidité de la communication, la vulgarisation et la simplification des connaissances. « Ces bouleversements imposent une refonte de la politique éducative, la modernisation des moyens didactiques, des méthodologies et des moyens d'enseignement. Il est important de renouveler le discours religieux pour s'adapter à la période actuelle », a-t-il estimé. Dans ce contexte, le représentant du ministère des Affaires religieuses a salué le rôle du sou-

fisme et l'apport de ses adeptes à travers l'histoire. « Les mouvements soufis sont un espace spirituel et contribuent dans la stabilité sociale et dans la préservation du référent religieux national », a-t-il relevé. Les participants débattent, lors de cette rencontre, différents axes dont « L'éducation spirituelle dans les textes religieux et les documents scientifiques », « Les valeurs spirituelles dans la pensée soufie », « La mondialisation, ses dimensions positives et ses effets néfastes pour les sociétés ». D'autres thèmes : « Mécanismes et des moyens pour renforcer la culture de la fraternité, la cohésion

et la solidarité sociétale dans le sillage de la mondialisation », « Moyens de renforcement des constantes et préservation des éléments de l'identité devant les enjeux de la mondialisation », seront également abordés. Initié par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs ainsi que par la wilaya de Relizane, ce colloque vise à traiter la problématique de l'éducation spirituelle face aux enjeux de la mondialisation, à mettre en exergue le rôle des institutions religieuses dans la diffusion et le renforcement des valeurs spirituelles ainsi qu'à faire face aux discours haineux, selon les organisateurs.

Ali Y.